

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre Cedex

Le Havre, le 17/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NORMANPLAST

Route du Pont VIII
76700 Gonfreville-L'Orcher

Références : 20241126_VI_Normanplast_GPI3
Code AIOT : 0005801721

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement NORMANPLAST implanté Route du Pont VIII Mayville 76700 Gonfreville-l'Orcher. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite, réalisée de manière inopinée, avait pour but de vérifier les progrès de l'exploitant par rapport à la précédente visite du 11/09/2024, concernant la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) dans l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORMANPLAST
- Route du Pont VIII Mayville 76700 Gonfreville-l'Orcher

- Code AIOT : 0005801721
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Normanplast fabrique des bidons en plastique par extrusion soufflage au moyen de billes de polyéthylène.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention GPI
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Propreté et nettoyage des installations et de leurs abords	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Absence de GPI dans les rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 11/03/2008, article 4.3.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Procédures de prévention des pertes de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	/	Sans objet
5	Entretien du séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34-II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place de nouveaux filtres permettant de garantir l'absence de rejet canalisé de GPI dans le réseau d'effluents de la zone industrielle.

Toutefois, des éléments restent encore à améliorer pour couvrir l'ensemble des zones à risque de déversement de GPI et régler le problème d'étanchéité des bennes de déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propreté et nettoyage des installations et de leurs abords

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, GPI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/09/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 25/10/2024
Prescription contrôlée : <p>Les installations sont maintenues propres et entretenues en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p>
Constats : <p>Depuis la précédente inspection du 11/09/2024, l'exploitant a modifié l'organisation de la zone des bennes déchets en réalisant les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• éloignement des bennes par rapport aux espaces verts ;• sensibilisation du personnel sur les procédures de mise en bennes de manière à limiter les chutes de GPI au sol ;• mise à disposition au niveau de la benne de matériel de nettoyage ;• mise en place d'un nettoyage bi-hebdomadaire de la zone. <p>Cependant, lors de la visite, de nombreux GPI étaient encore au sol sous les bennes. L'exploitant a indiqué que cela serait dû au manque d'étanchéité des bennes. L'éloignement des bennes des espaces verts et la présence de bordure entre la voirie et les bennes permettent toutefois de limiter le risque de dispersion des GPI dans les espaces verts. L'exploitant a transmis, dans les jours suivant la visite, une photographie justifiant du nettoyage de la zone des bennes. Il a également déclaré être en cours d'étude de solutions au problème d'étanchéité avec le prestataire en charge des bennes.</p> <p>Les autres zones du site inspectées par sondage étaient globalement propres le jour de la visite.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra sous 1 mois son plan d'actions avec échéancier pour limiter les chutes de</p>

GPI au sol dues au manque d'étanchéité des bennes. Dans l'attente de la modification, du remplacement des bennes existantes ou de leur mise sur rétention, il proposera des solutions temporaires pour éviter la dispersion de GPI au sol.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 25/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis la précédente inspection du 11/09/2024, l'exploitant a mis en place un filtre à mailles métalliques au niveau de chacun des deux points de rejet de ses effluents au réseau de la zone industrielle, dans le regard des vannes d'isolement situées après les séparateurs d'hydrocarbures. Sur le filtre associé au point de rejet des zones d'activités, l'inspection a constaté que les mailles sont adaptées aux dimensions des GPI mis en œuvre sur le site (billes) et que le filtre épouse bien le bord des parois du regard. Lors de la visite, quelques GPI étaient présents dans le regard, piégés par le filtre, ce qui confirme à la fois son efficacité et son utilité pour empêcher les GPI de rejoindre le réseau de la zone industrielle.</p> <p>L'exploitant a également mis en place un nouveau panier sur un regard d'une zone qui a été identifiée comme pouvant être contaminée par des GPI.</p> <p>En revanche, le regard de la zone de la station de distribution gaz des chariots élévateurs n'a pas été équipé, alors que des GPI ont de nouveau été observés au sol, comme lors de la visite précédente.</p> <p>Le sens de manœuvre des vannes d'isolement du réseau d'effluents n'était toujours pas affiché,</p>

manquement déjà constaté lors de la précédente visite. L'exploitant a effectué l'affichage dans les jours suivant la visite et transmis à l'inspection des photographies l'attestant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant installera sous 3 mois un dispositif de confinement et de récupération de GPI sur le regard situé à proximité de la station de distribution de gaz pour les chariots élévateurs. L'inspection ne propose pas de mise en demeure car, depuis la dernière visite, l'exploitant a mis en place un filtre en aval de ce regard, juste avant le point de rejet au réseau de la zone industrielle, ce qui limite le risque de rejet de GPI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Absence de GPI dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2008, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, GPI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 25/10/2024
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés doivent être exempts : - de matières flottantes [...]
Constats : Comme indiqué au point de contrôle précédent, la mise en place de filtres adaptés au niveau des points de rejet au réseau de la zone industrielle devrait permettre de garantir l'absence de rejet de GPI dans le réseau, sous réserve que ces filtres soient correctement entretenus (voir point de contrôle n°4).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Procédures de prévention des pertes de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
Thème(s) : Actions nationales 2024, GPI
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de

<p>plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.</p> <p>Ces procédures visent à :</p> <p>[...]</p> <p>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant disposait bien d'un fichier de suivi du nettoyage de certains filtres mis en place sous les avaloirs, indiquant les dates de contrôle, la présence ou non de GPI et les quantités récupérées. Toutefois, le fichier n'avait pas été mis à jour avec le nouveau panier filtrant ni avec les nouveaux filtres mis en place après les séparateurs d'hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant a mis à jour le fichier dans les jours suivant la visite et l'a transmis à l'inspection. Il prévoit que tous les paniers mis en place sous les avaloirs et les filtres après les séparateurs soient vérifiés visuellement à fréquence mensuelle. La quantité de GPI collectée est indiquée sur le fichier.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence de quantités importantes de GPI dans les paniers ou filtres inspectés par sondage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Entretien du séparateur d'hydrocarbures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, GPI</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 25/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne peut pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Constats :

À la suite de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection un document prouvant que son séparateur d'hydrocarbures a fait l'objet d'un nettoyage en octobre 2024. Le fichier traçant les contrôles visuels des dispositifs du réseau d'effluents, présenté au point de contrôle n°4, comporte également une partie dédiée aux séparateurs d'hydrocarbures. Ce contrôle visuel mensuel permet à l'exploitant de vérifier si le nettoyage doit être anticipé par rapport à la périodicité normale.

Type de suites proposées : Sans suite